

Amérique du Nord/Mexique

Femmes de pouvoir ?

Au Mexique, il faudrait un environnement plus favorable qui permette aux femmes de participer plus concrètement à la protection d'une remarquable biodiversité

Texte de Julia Fraga, chercheuse au Département d'écologie humaine, Centre de recherche et d'études approfondies, Institut Polytechnique national (CINVESTAV-IPN)

L'histoire des politiques environnementales au Mexique, pour ce qui est des programmes de conservation, peut se diviser en deux périodes distinctes. La première (1994-2000) suit la Conférence de Rio et est marquée par la création du Secrétariat à l'environnement, aux ressources naturelles et à la pêche. La seconde (2000 à 2006) a vu la séparation de la pêche de cette structure qui se consacrera désormais à l'environnement et aux ressources naturelles (SEMARNAT).

Les questions de conservation, pour la préservation des ressources naturelles et culturelles, ont été traitées dans la Loi générale pour l'équilibre écologique de 1998 et confiées également à la Commission nationale pour l'usage et la connaissance de la biodiversité (CONABIO) créée en 1992.

Le Mexique se classe parmi les dix premiers pays du monde sur le plan de la biodiversité. Tout logiquement donc, le nombre de ses aires protégées est passé de 55 en 1999 à 150 en 2006. La Loi générale pour l'équilibre écologique a été modifiée en 1996, avec des changements pour améliorer la gestion de ces aires protégées.

Des décisions importantes relatives à la protection sont prises par les institutions publiques (CONABIO, PRONATURA, Fonds mexicain pour la conservation de la nature) et aussi par des organisations non gouvernementales et des universitaires. Ces diverses structures organisent conjointement des ateliers spécialisés pour identifier les régions qui présentent, à l'échelle nationale, un intérêt biologique certain. A ce jour 156 régions ont été répertoriées.

Dans le vaste éventail des politiques de protection de l'environnement du Mexique, où se situent les femmes ? Elles sont quand même la moitié de la population ! Quels liens entre les femmes et la conservation des ressources ? Quel est l'impact des projets de protection

de la nature sur les femmes ? Leur est-il ainsi plus facile ou plus difficile d'accéder à la ressource ?

Les Mexicaines peuvent intervenir dans ces projets par trois voies différentes. Tout d'abord, en allant de bas en haut, opérer la jonction avec les politiques publiques. En tant que membres des communautés rurales, des populations d'agriculteurs ou de pêcheurs, ou paludières, ou ouvrières dans les plantations, elles sont « invitées » à participer à des initiatives de préservation des ressources naturelles. Citons la reforestation, l'agroforesterie, l'agroécologie, le maraîchage, la confection de pièces d'habillement ou d'artisanat, l'élevage de poissons d'ornement, le recyclage d'objets en plastique. La seconde voie passe par diverses intellectuelles qui s'impliquent parfois dans des Ong et mènent des recherches fondamentales ou appliquées financées par des institutions publiques ou autres. La troisième voie passe par les rouages de l'Etat où des femmes détiennent des postes et peuvent intervenir dans les processus décisionnels relatifs à la protection de l'environnement.

C'est par la première voie que les femmes sont plus nombreuses à intervenir dans ce domaine. Elles constituent une réserve de main-d'œuvre pour des projets dont les financeurs exigent une approche de genre. En général ces projets ne prévoient pas de leur donner plus de pouvoir pour les aider à affronter les structures patriarcales de la société et de l'Etat.

Par ailleurs, quand ils bénéficient d'une aide économique, ces projets sont considérés par la plupart des femmes comme une continuation de leurs tâches domestiques et une façon de gagner quelques sous de plus pour la famille. Sous l'étiquette « initiatives de conservation », on classe des choses bien diverses : campagnes de nettoyage avant l'arrivée des touristes sur les plages, autour des plans d'eau, dans les bois, les forêts. Dans les « Programmes d'emplois saisonniers » de la Sécurité sociale, il s'agit souvent de nettoyer les routes d'accès principales et d'embellir l'endroit pour rendre le séjour des touristes plus agréable. On verse un salaire mensuel à des pêcheurs pour balayer les routes, à des paysans pour ne pas abattre des arbres dans la montagne. Ces programmes ne suffisent évidemment pas à résoudre le problème de l'amenuisement des ressources et il n'existe pas de plans globaux pour aider les hommes et les femmes qui n'ont plus de moyens d'existence suffisants.

Les femmes des milieux universitaires impliquées dans des travaux de recherche sur l'environnement sont peu



nombreuses. Et il y en a encore moins (seulement 2 pour cent) à avoir des postes de responsabilité à la Direction des aires protégées ? Les processus décisionnels sont toujours aux mains des hommes. Quand une femme occupe un poste gouvernemental clé, on va souvent dire qu'elle est incompétente.

Malgré tout, deux femmes ont fait leurs preuves dans des échelons élevés de l'Administration chargée de l'environnement. Le premier SEMARNAT a été dirigé par une femme qui a accompli avec beaucoup de compétence sa mission, à savoir promouvoir un développement économique durable, lutter contre les dégradations infligées à l'environnement, réduire la pauvreté, tout cela dans le contexte difficile du néolibéralisme triomphant. Le deuxième cas c'est le Secrétariat à l'environnement pour le District Fédéral, géré actuellement par une femme aussi, et avec beaucoup de succès.

Au cours des six dernières années, la contribution des femmes en matière de protection de l'environnement est devenue plus visible dans l'opinion publique grâce à diverses structures universitaires et gouvernementales. Mais il reste beaucoup à faire pour mettre aussi dans le coup les femmes des campagnes et faire sauter les obstacles (d'ordre ethnique, social, religieux...) qui empêchent les femmes de monter en grade dans l'Administration des ressources naturelles. Le Mexique se doit de créer un environnement favorable qui permette à des femmes instruites et compétentes de s'impliquer concrètement dans la protection de son imposante biodiversité.

*Pour contacter Julia, taper
jfraga@mda.cinvestav.mx*